

Art. 8. Het bedrag van de bezoldiging toegekend aan de gemeenten wegens het verstrekken van de informatie betreffende de telling is evenredig aan de door deze vastgelegde kosten.

De waarde van de vastgelegde kosten wordt vastgesteld op 400 euro per woning waarvoor de verstrekte informatie aanleiding geeft tot de eerste inkohiering van de belasting en op 300 euro per woning waarvoor de verstrekte informatie aanleiding geeft tot de latere inkohieringen.

Het aldus vastgestelde bedrag wordt uitbetaald aan de gemeenten op vaste tijdstippen op 30 juni en 31 december van elk jaar op grond van de in de loop van het voorafgaande semester verstrekte informatie.

Het aldus verschuldigde bedrag is echter niet verschuldigd indien de gemeente informatie verstrekt aan het Gewest die tegenstrijdig is met de voorschriften van het decreet van 19 november 1998 en van voorliggend uitvoeringsbesluit en die de ontheffing van de ingekohierde belasting tot gevolg heeft. Het Waalse Gewest mag de terugbetaling vereisen van bedragen die ten onrechte werden uitgekeerd. Het mag zich ook beroepen op de wettelijke compensatie onder de voorwaarden bedoeld in artikelen 1289 tot 1299 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

F. 2002 — 126

[C - 2002/27004]

**13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant la matière du logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, tel que modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000 et du 31 mai 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3, 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 2, 7 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, l'article 2, l'article 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2001, et les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, notamment l'article 1^{er}, l'article 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement, notamment l'article 1^{er}, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3 et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans-abri, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'acquisition de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements moyens, notamment les articles 4 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements moyens, notamment les articles 4 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux comités consultatifs de locataires et de propriétaires, notamment l'article 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux régies de quartier sociales, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location des logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, notamment les articles 24 et 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société wallonne du Logement, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux prescriptions particulières aux logements collectifs et aux petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément d'agences immobilières sociales, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 2, 3 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des associations de promotion du logement, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.493/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle*

Article 1^{er}. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
7°	75 000	1.860 euros
Article 6		
§ 3	200 000	5.000 euros
Article 7		
1°	80 000	1.985 euros
2°		
a	120 000	2.980 euros
	400 001	10.000,01 euros
	800 000	20.000 euros
	550 001	13.650,01 euros
	1 000 000	25.000 euros
b	160 000	3.970 euros
	400 000	10.000 euros
	550 000	13.650 euros

CHAPITRE II. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation*

Art. 2. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
7°, alinéa 2	75 000	1 860 euros
Article 3		
2°	1 250.000	31.000 euros
	1 500.000	37.500 euros
Article 7		
§ 2	80 000	2.000 euros
	40 000	1.000 euros
Article 8		
§ 1 ^{er}		
1°	120 000	2.980 euros
	400 000	10.000 euros
	550 000	13.650 euros
2°	90 000	2.230 euros
	400 001	10.000,01 euros
	800 000	20.000 euros
	550 001	13.650,01 euros
	1 000 000	25.000 euros
3°	60 000	1.480 euros
	800 001	20.000,01 euros
	1 250 000	31.000 euros
	1 000 001	25.000,01 euros
	1 500 000	37.500 euros

CHAPITRE III. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999
instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables*

Art. 3. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
9°, alinéa 2	75 000	1.860 euros
Article 2		
§ 2		
Alinéa 1 ^{er} , 2°	120 000	2.980 euros
	90 000	2.230 euros
	60 000	1.480 euros
Alinéa 2	80 000	2.000 euros
	40 000	1.000 euros
Article 7		
§ 1 ^{er}		
1°	60 000	1.480 euros
2°		
a	90 000	2.230 euros
	400 001	10.000,01 euros
	800 000	20.000 euros
	550 001	13.650,01 euros
	1 000 000	25.000 euros
b	120 000	2.980 euros
	400 000	10.000 euros
	550 000	13.650 euros
§ 6	100 000	2.480 euros
Article 9		
§ 1 ^{er} , al. 2	10 000	250 euros

CHAPITRE IV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999
instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables*

Art. 4. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2001, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
Alinéa 2	80 000	1.985 euros

CHAPITRE V. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques*

Art. 5. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
7°, alinéa 2	75 000	1.860 euros
Article 2		
alinéa 2, 2°	100 000	2.500 euros
Article 5		
§ 2, 2°, b	100 000	2.500 euros
Article 7		
§ 1 ^{er}	600 000	14.880 euros
§ 4	100 000	2.500 euros
Article 8		
§ 2, alinéa 2	12 500	310 euros

CHAPITRE VI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre la perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail*

Art. 6. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre la perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
3°, a	300 000	7.500 euros
3°, b	650 000	16.150 euros
Article 3		
§ 1 ^{er} , 3°	300 000	7.500 euros
§ 1 ^{er} , 4°	650 000	16.150 euros
Article 5		
§ 1 ^{er} , alinéa 2	250 000	6.200 euros
	750 000	18.600 euros

CHAPITRE VII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable*

Art. 7. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
10°, alinéa 2	75 000	1.860 euros
Article 3		
2°	1 250 000	31.000 euros
	1 500 000	37.500 euros
Article 7		
§ 1 ^{er} , 1°	100 000	2.480 euros
	1 250 000	31.000 euros
	1 500 000	37.500 euros
§ 1 ^{er} , 2°	200 000	4.960 euros
	800 000	20.000 euros
	1 000 000	25.000 euros

CHAPITRE VIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement*

Art. 8. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
9°, alinéa 2	75 000	1.860 euros
Article 3		
2°	1 250 000	31.000 euros
	1 500 000	37.500 euros
Article 6	30 000	745 euros

CHAPITRE IX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans-abri*

Art. 9. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans-abri, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
§ 1 ^{er} , 10° a	400 000	10.000 euros
	75 000	1.860 euros
§ 1 ^{er} , 10° b	550 000	13.650 euros
	75 000	1.860 euros
Article 5		
alinéa 1 ^{er}	16 000	400 euros
alinéa 2	4 000	100 euros
alinéa 3	4 000	100 euros
alinéa 4	2 500	62 euros
	3 350	83 euros

Art. 10. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, les mots « sont arrondis au millier supérieur ou au millier inférieur selon que les chiffres des centaines, des dizaines et des unités atteignent ou non cinq cents francs » sont remplacés par les mots « sont arrondis à la dizaine d'euros supérieure ou à la dizaine d'euros inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq ».

L'article 5, alinéa 6, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant : « Les montants visés à l'alinéa 4 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 1998 et sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du mois de septembre de l'année précédente, les montants ainsi obtenus étant arrondis à la dizaine de cents supérieure ou inférieure selon que leur dernier chiffre atteint ou non cinq cents. »

CHAPITRE X. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions*

Art. 11. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2	25 000	620 euros
-----------	--------	-----------

CHAPITRE XI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux*

Art. 12. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	35 000	870 euros
	3 500 000	87.000 euros
	3 000 000	75.000 euros

CHAPITRE XII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux*

Art. 13. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	3 500 000	87.000 euros
	3 000 000	75.000 euros
	35 000	870 euros

CHAPITRE XIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements moyens*

Art. 14. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements moyens, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	4 500 000	112.000 euros
	4 000 000	100.000 euros
	40 000	1.000 euros

Art. 15. Dans l'article 9, alinéa 6, du même arrêté, les mots « au millier de francs » sont remplacés par les mots suivants : « à la dizaine d'euros inférieure ».

CHAPITRE XIV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements moyens*

Art. 16. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements moyens, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	4 500 000	112.000 euros
	4 000 000	100.000 euros
	40 000	1.000 euros

Art. 17. Dans l'article 9, alinéa 5, du même arrêté, les mots « au millier de francs » sont remplacés par les mots suivants : « à la dizaine d'euros inférieure ».

CHAPITRE XV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999*

Art. 18. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	1 600 000	40.000 euros
	1 400 000	35.000 euros
	20 000	500 euros

CHAPITRE XVI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion*

Art. 19. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	1 600 000	40.000 euros
	1 400 000	35.000 euros
	20 000	500 euros

CHAPITRE XVII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit*

Art. 20. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	1 600 000	40.000 euros
	1 400 000	35.000 euros
	800 000	20.000 euros
	20 000	500 euros

CHAPITRE XVIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit*

Art. 21. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	1 600 000	40.000 euros
	1 400 000	35.000 euros
	800 000	20.000 euros
	20 000	500 euros

CHAPITRE XIX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux comités consultatifs de locataires et de propriétaires*

Art. 22. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux comités consultatifs de locataires et de propriétaires, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 32	10	0,25 euros
	5 000	125 euros

CHAPITRE XX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux régies de quartier sociales*

Art. 23. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux régies de quartier sociales, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 7		
§ 1 ^{er}	1 000 000	24.800 euros
	500 000	12.400 euros

CHAPITRE XXI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location des logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public*

Art. 24. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location des logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 24		
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	210	5,25 euros
Article 27	1 000	25 euros
Annexe 1	300 000	7.500 euros
	600 000	15.000 euros

Art. 25. Dans l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, les mots « à la dizaine de francs » sont remplacés par les mots suivants : « à la dizaine de cents inférieure ».

CHAPITRE XXII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public*

Art. 26. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	11 000	270 euros
	16 500	410 euros
	22 000	550 euros

Art. 27. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « au millier de francs » sont remplacés par les mots suivants : « à la dizaine d'euros inférieure ».

CHAPITRE XXIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société wallonne du Logement*

Art. 28. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société wallonne du Logement, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
§ 1 ^{er} , a, 1°	400 000	9.920,00 euros
2°	400 001	9.920,01 euros
	600 000	14.880,00 euros
3°	600 001	14.880,01 euros
	800 000	19.840,00 euros
4°	800 001	19.840,01 euros
	1 025 000	25.420,00 euros
5°	1 025 001	25.420,01 euros
	1 250 000	31.000,00 euros
b, 1°	550 000	13.640,00 euros
2°	550 001	13.640,01 euros
	775 000	19.220,00 euros
3°	775 001	19.220,01 euros
	1 000 000	24.800,00 euros
4°	1 000 001	24.800,01 euros
	1 250 000	31.000,00 euros
5°	1 250 001	31.000,01 euros
	1 500 000	37.200,00 euros
§ 2	75 000	1.860 euros

CHAPITRE XXIV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux prescriptions particulières aux logements collectifs et aux petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale*

Art. 29. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux prescriptions particulières aux logements collectifs et aux petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5	5 000	125 euros
	1 000	25 euros

CHAPITRE XXV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement*

Art. 30. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, du 7 septembre 2000 et du 27 mars 2001, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 9		
Alinéa 6	8 000	200 euros

CHAPITRE XXVI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie*

Art. 31. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 8		
§ 1 ^{er} , a, 1°	625 000	15.500,00 euros
2°	625 001	15.500,01 euros
	825 000	20.460,00 euros
3°	825 001	20.460,01 euros
	1 025 000	25.420,00 euros
4°	1 025 001	25.420,01 euros
	1 275 000	31.620,00 euros
5°	1 275 001	31.620,01 euros
	1 475 000	36.580,00 euros
§ 1 ^{er} , b, 1°	775 000	19.220,00 euros
2°	775 001	19.220,01 euros
	1 000 000	24.800,00 euros
3°	1 000 001	24.800,01 euros
	1 225 000	30.380,00 euros
4°	1 225 001	30.380,01 euros
	1 475 000	36.580,00 euros
5°	1 475 001	36.580,01 euros
	1 725 000	42.780,00 euros

CHAPITRE XXVII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément d'agences immobilières sociales*

Art. 32. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément d'agences immobilières sociales, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
4°, a	400 000	10.000 euros
	75 000	1.860 euros
4°, b	550 000	13.650 euros
	75 000	1.860 euros

CHAPITRE XXVIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales*

Art. 33. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités sociales, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 11, § 2	15 000 000	372.000 euros
-----------------	------------	---------------

CHAPITRE XXIX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées*

Art. 34. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et du 27 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
3°, alinéa 2	75 000	1.860 euros
Article 2		
§ 2	60 000	1.500 euros
Article 3		
alinéa 1 ^{er} , 2°	1 250 000	31.000 euros
	1 500 000	37.500 euros
Article 7		
alinéa 1 ^{er}	350 000	8.680 euros
alinéa 2	350 000	8.680 euros

CHAPITRE XXX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des associations de promotion du logement*

Art. 35. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des associations de promotion du logement, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6, alinéa 1 ^{er}	250 000	6.200 euros
-----------------------------------	---------	-------------

Dispositions finales

Art. 36. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 37. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 126

[C — 2002/27004]

13. DEZEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einführung des Euro in den Erlassen in dem Bereich des Wohnungswesens

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000 und vom 31. Mai 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 6 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 3, 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 2, 7 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, des Artikels 15 in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, und der Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Versicherung gegen das Risiko des Einkommensausfalls wegen Verlust des Arbeitsplatzes oder Arbeitsunfähigkeit, insbesondere des Artikels 1, des Artikels 3, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 abgeänderten Fassung, und des Artikel 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 3 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 3 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Durchschnittswohnungen, insbesondere der Artikel 4 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Durchschnittswohnungen, insbesondere der Artikel 4 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Übergangswohnungen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Übergangswohnungen, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer, insbesondere des Artikels 32;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die sozialen Wohnviertelregionen, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Vermietung der von der «Société wallonne du Logement» oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen, insbesondere der Artikel 24 und 27;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Mietgarantien für die durch die «Société wallonne du Logement» oder die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes vermieteten Wohnungen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Bestimmung der Gewährungsbedingungen der von der «Société wallonne du Logement» bewilligten Hypothekendarlehen, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 bezüglich der Vorschriften, die für die Gemeinschaftswohnungen und die kleinen Einzelwohnungen gelten, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zur Miete freigegeben werden, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien Walloniens), insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zur Förderung der Projekte im Bereich der «AVJ»-Zellen zugunsten der behinderten Personen, die in Sozialsiedlungen autonom leben möchten, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen, insbesondere des Artikels 1, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, und der Artikel 2, 3 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Festsetzung der Zulassungs- und Bezuschussungsbedingungen der Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des am 14. November 2001 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 5. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, das innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des am 28. November 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 32.493/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren*

Artikel 1 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
7°	75 000	1.860 Euro
Artikel 6		
§ 3	200 000	5.000 Euro
Artikel 7		
1°	80 000	1.985 Euro
2°		
a	120 000	2.980 Euro
	400 001	10.000,01 Euro
	800 000	20.000 Euro
	550 001	13.650,01 Euro
	1 000 000	25.000 Euro
b	160 000	3.970 Euro
	400 000	10.000 Euro
	550 000	13.650 Euro

KAPITEL II — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren*

Art. 2 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
7° Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 Euro
	1 500 000	37.500 Euro
Artikel 7		
§ 2	80 000	2.000 Euro
	40 000	1.000 Euro
Artikel 8		
§ 1.		
1°	120 000	2.980 Euro
	400 000	10.000 Euro
	550 000	13.650 Euro
2°	90 000	2.230 Euro
	400 001	10.000,01 Euro
	800 000	20.000 Euro
	550 001	13.650,01 Euro
	1 000 000	25.000 Euro
3°	60 000	1.480 Euro
	800 001	20.000,01 Euro
	1 250 000	31.000 Euro
	1 000 001	25.000,01 Euro
	1 500 000	37.500 Euro

KAPITEL III — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen*

Art. 3 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
9° Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 2		
§ 2		
Absatz 1, 2°	120 000	2.980 Euro
	90 000	2.230 Euro
	60 000	1.480 Euro
Absatz 2	80 000	2.000 Euro
	40 000	1.000 Euro
Artikel 7		
§ 1.		
1°	60 000	1.480 Euro
2°		
a	90 000	2.230 Euro
	400 001	10.000,01 Euro
	800 000	20.000 Euro
	550 001	13.650,01 Euro
	1 000 000	25.000 Euro
b	120 000	2.980 Euro
	400 000	10.000 Euro
	550 000	13.650 Euro
§ 6	100 000	2.480 Euro
Artikel 9		
§ 1, Abs. 2	10 000	250 Euro

KAPITEL IV — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen*

Art. 4 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 4		
Absatz 2	80 000	1.985 Euro

KAPITEL V — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen*

Art. 5 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
7° Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 2		
Absatz 2, 2°	100 000	2.500 Euro
Artikel 5		
Absatz 2, 2°, b	100 000	2.500 Euro
Artikel 7		
§ 1	600 000	14.880 Euro
§ 4	100 000	2.500 Euro
Artikel 8		
§ 2, Absatz 2	12 500	310 Euro

KAPITEL VI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Versicherung gegen das Risiko des Einkommensausfalls wegen Verlust des Arbeitsplatzes oder Arbeitsunfähigkeit*

Art. 6 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Versicherung gegen das Risiko des Einkommensausfalls wegen Verlust des Arbeitsplatzes oder Arbeitsunfähigkeit, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
3°, a	300 000	7.500 Euro
3°, b	650 000	16.150 Euro
Artikel 3		
§ 1, 3°	300 000	7.500 Euro
§ 1, 4°	650 000	16.150 Euro
Artikel 5		
§ 1, Absatz 2	250 000	6.200 Euro
	750 000	18.600 Euro

KAPITEL VII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung*

Art. 7 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
10°, Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 Euro
	1 500 000	37.500 Euro
Artikel 7		
§ 1, 1°	100 000	2.480 Euro
	1 250 000	31.000 Euro
	1 500 000	37.500 Euro
§ 1, 2°	200 000	4.960 Euro
	800 000	20.000 Euro
	1 000 000	25.000 Euro

KAPITEL VIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung*

Art. 8 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
9° Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 Euro
	1 500 000	37.500 Euro
Artikel 6	30 000	745 Euro

KAPITEL IX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen*

Art. 9 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
§ 1, 10° a	400 000	10.000 Euro
	75 000	1.860 Euro
§ 1, 10° b	550 000	13.650 Euro
	75 000	1.860 Euro
Artikel 5		
Absatz 1	16 000	400 Euro
Absatz 2	4 000	100 Euro
Absatz 3	4 000	100 Euro
Absatz 4	2 500	62 Euro
	3 350	83 Euro

Art. 10 - In Artikel 4, § 1, Absatz 3, desselben Erlasses wird der Wortlaut «werden jeweils auf das nächste Tausend auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Ziffern der Hunderter, Zehner und Einer fünfhundert BEF erreichen oder nicht» durch den Wortlaut «werden jeweils auf den nächsten Zehner Euro auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Ziffer der Einer fünf erreicht oder nicht.» ersetzt.

Artikel 5, Absatz 6, desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ersetzt : «Die in Absatz 4 erwähnten Beträge werden an den Index der Verbraucherpreise des Monats September 1998 gebunden. Sie werden am 1. Januar eines jeden Jahres unter Anwendung des Indexes des Monats Septembers des vorigen Jahres angepasst. Die Beträge, die sich aus dieser Anpassung ergeben, werden auf den nächsten Zehner Cent auf- bzw. abgerundet, je nachdem die letzte Ziffer fünf Cent erreicht oder nicht.»

KAPITEL X — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen*

Art. 11 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 2	25 000	620 Euro
-----------	--------	----------

KAPITEL XI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen*

Art. 12 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	35 000	870 Euro
	3 500 000	87.000 Euro
	3 000 000	75.000 Euro

KAPITEL XII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen*

Art. 13 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	3 500 000	87.000 Euro
	3 000 000	75.000 Euro
	35 000	870 Euro

KAPITEL XIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Durchschnittswohnungen*

Art. 14 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Durchschnittswohnungen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	4 500 000	112.000 Euro
	4 000 000	100.000 Euro
	40 000	1.000 Euro

Art. 15 - In Artikel 9, Absatz 6, desselben Erlasses wird der Wortlaut «auf das nächste Tausend Francs auf- bzw. abgerundetes» durch den Wortlaut «auf den Zehner Euro nach unten abgerundetes» ersetzt.

KAPITEL XIV — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Durchschnittswohnungen*

Art. 16 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Durchschnittswohnungen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	4 500 000	112.000 Euro
	4 000 000	100.000 Euro
	40 000	1.000 Euro

Art. 17 - In Artikel 9, Absatz 5°, desselben Erlasses wird der Wortlaut «auf das nächste Tausend Francs auf- bzw. abgerundetes» durch den Wortlaut «auf den Zehner Euro nach unten abgerundetes» ersetzt.

KAPITEL XV — *Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 abgeänderten Fassung*

Art. 18 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	1 600 000	40.000 Euro
	1 400 000	35.000 Euro
	20 000	500 Euro

KAPITEL XVI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Eingliederungswohnungen*

Art. 19 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	1 600 000	40.000 Euro
	1 400 000	35.000 Euro
	20 000	500 Euro

KAPITEL XVII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Übergangswohnungen*

Art. 20 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Übergangswohnungen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	1 600 000	40.000 Euro
	1 400 000	35.000 Euro
	800 000	20.000 Euro
	20 000	500 Euro

KAPITEL XVIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Übergangswohnungen*

Art. 21 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die «Société wallonne du Logement» einer Beihilfe an Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Eingliederungswohnungen, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 2, Absatz 1	1 600 000	40.000 Euro
	1 400 000	35.000 Euro
	800 000	20.000 Euro
	20 000	500 Euro

KAPITEL XIX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer*

Art. 22 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 32	10	0,25 Euro
	5 000	125 Euro

KAPITEL XX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die sozialen Wohnviertelregionen*

Art. 23 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die sozialen Wohnviertelregionen werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 7		
§ 1	1 000 000	24.800 Euro
	500 000	12.400 Euro

KAPITEL XXI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Vermietung der von der «Société wallonne du Logement» oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen*

Art. 24 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Vermietung der von der «Société wallonne du Logement» oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 24		
§ 1, Absatz 1	210	5,25 Euro
Artikel 27	1 000	25 Euro
Anlage 1	300 000	7.500 Euro
	600 000	15.000 Euro

Art. 25 - In Artikel 24, § 1, Absatz 4°, desselben Erlasses wird der Wortlaut «auf den nächsten Zehner BEF auf- bzw. abgerundet» durch den Wortlaut «auf den Zehner Cent nach unten abgerundet» ersetzt.

KAPITEL XXII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Mietgarantien für die durch die «Société wallonne du Logement» oder die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes vermieteten Wohnungen*

Art. 26 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Mietgarantien für die durch die «Société wallonne du Logement» oder die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes vermieteten Wohnungen werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2		
§ 1, Absatz 1	11 000	270 Euro
	16 500	410 Euro
	22 000	550 Euro

Art. 27 - In Artikel 2 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «auf den Tausenden auf- bzw. abgerundet» durch den Wortlaut «auf den Zehner Euro nach unten abgerundet» ersetzt.

KAPITEL XXIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Bestimmung der Gewährungsbedingungen der von der «Société wallonne du Logement» bewilligten Hypothekendarlehen*

Art. 28 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Bestimmung der Gewährungsbedingungen der von der «Société wallonne du Logement» bewilligten Hypothekendarlehen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 3		
§ 1, a, 1°	400 000	9.920,00 Euro
2°	400 001	9.920,01 Euro
	600 000	14.880,00 Euro
3°	600 001	14.880,01 Euro
	800 000	19.840,00 Euro
4°	800 001	19.840,01 Euro
	1 025 000	25.420,00 Euro
5°	1 025 001	25.420,01 Euro
	1 250 000	31.000,00 Euro
b, 1°	550 000	13.640,00 Euro
2°	550 001	13.640,01 Euro
	775 000	19.220,00 Euro
3°	775 001	19.220,01 Euro
	1 000 000	24.800,00 Euro
4°	1 000 001	24.800,01 Euro
	1 250 000	31.000,00 Euro
5°	1 250 001	31.000,01 Euro
	1 500 000	37.200,00 Euro
§ 2	75 000	1.860 Euro

KAPITEL XXIV — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 bezüglich der Vorschriften, die für die Gemeinschaftswohnungen und die kleinen Einzelwohnungen gelten, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zur Miete freigegeben werden*

Art. 29 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 bezüglich der Vorschriften, die für die Gemeinschaftswohnungen und die kleinen Einzelwohnungen gelten, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zur Miete freigegeben werden, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 5	5 000	125 Euro
	1 000	25 Euro

KAPITEL XXV — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen*

Art. 30 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999, vom 7. September 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 9		
Absatz 6	8 000	200 Euro

KAPITEL XXVI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie»*

Art. 31 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie», in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 8		
§ 1, a, 1°	625 000	15.500,00 Euro
2°	625 001	15.500,01 Euro
	825 000	20.460,00 Euro
3°	825 001	20.460,01 Euro
	1 025 000	25.420,00 Euro
4°	1 025 001	25.420,01 Euro
	1 275 000	31.620,00 Euro
5°	1 275 001	31.620,01 Euro
	1 475 000	36.580,00 Euro
§ 1, b, 1°	775 000	19.220,00 Euro
2°	775 001	19.220,01 Euro
	1 000 000	24.800,00 Euro
3°	1 000 001	24.800,01 Euro
	1 225 000	30.380,00 Euro
4°	1 225 001	30.380,01 Euro
	1 475 000	36.580,00 Euro
5°	1 475 001	36.580,01 Euro
	1 725 000	42.780,00 Euro

KAPITEL XXVII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen*

Art. 32 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
4°, a	400 000	10.000 Euro
	75 000	1.860 Euro
4°, b	550 000	13.650 Euro
	75 000	1.860 Euro

KAPITEL XXVIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zur Förderung der Projekte im Bereich der «AVJ»-Zellen zugunsten der behinderten Personen, die in Sozialsiedlungen autonom leben möchten*

Art. 33 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zur Förderung der Projekte im Bereich der «AVJ»-Zellen zugunsten der behinderten Personen, die in Sozialsiedlungen autonom leben möchten, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 11, § 2	15 000 000	372.000 Euro
-----------------	------------	--------------

KAPITEL XXIX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen*

Art. 34 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 und vom 27. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
3°, Absatz 2	75 000	1.860 Euro
Artikel 2		
§ 2	60 000	1.500 Euro
Artikel 3		
Absatz 5, 2°	1 250 000	31.000 Euro
	1 500 000	37.500 Euro
Artikel 7		
Absatz 1	350 000	8.680 Euro
Absatz 2	350 000	8.680 Euro

KAPITEL XXX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Festsetzung der Zulassungs- und Bezuschussungsbedingungen der Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens*

Art. 35 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Festsetzung der Zulassungs- und Bezuschussungsbedingungen der Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 6, Absatz 1	250 000	6.200 Euro
---------------------	---------	------------

Schlussbestimmungen

Art. 36 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Art. 37 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 13. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

N. 2002 — 126

[C - 2002/27004]

13 DECEMBER 2001 — Besluit van de Waalse Regering inzake de invoering van de euro in de besluiten over huisvestingsaangelegenheden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000 en 31 mei 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 3, 7 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 2, 7 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen, waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, op artikel 2, op artikel 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2001, en op de artikelen 7 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies wegens verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid, inzonderheid op artikel 1, op artikel 3, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 en op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 3 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de aankoop van een woning, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 3 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Waals Gewest een tegemoetkoming toegekend wordt aan rechtspersonen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij het Gewest een tegemoetkoming verleent aan rechtspersonen voor de oprichting van middelgrote woningen, inzonderheid op de artikelen 4 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van middelgrote woningen, inzonderheid op de artikelen 4 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van integratiewoningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van transitwoningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de oprichting van transitwoningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de adviescomités van huurders en eigenaars, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de sociale buurtregieën, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de verhuur van de sociale woningen die beheerd worden door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of door de openbare huisvestingsmaatschappijen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald waaronder de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) hypotheekleningen toestaat, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij bijzondere voorschriften worden bepaald voor gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bevordering van de projecten van « AVJ »-cellen ten gunste van gehandicapte personen die op een zelfstandige manier in sociale woonwijken wensen te leven, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000, en op de artikelen 2, 3 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 14 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, verleend op 11 oktober 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 32.493/4 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd

Artikel 1. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 september 2000 en 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
7°	75 000	1.860 euro
Artikel 6		
§ 3	200 000	5.000 euro
Artikel 7		
1°	80 000	1.985 euro
2°		
a	120 000	2.980 euro
	400 001	10.000,01 euro
	800 000	20.000 euro
	550 001	13.650,01 euro
	1 000 000	25.000 euro
b	160 000	3.970 euro
	400 000	10.000 euro
	550 000	13.650 euro

HOOFDSTUK II. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract*

Art. 2. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 september 2000 en 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
7°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 euro
	1 500 000	37.500 euro
Artikel 7		
§ 2	80 000	2.000 euro
	40 000	1.000 euro
Artikel 8		
§ 1		
1°	120 000	2.980 euro
	400 000	10.000 euro
	550 000	13.650 euro
2°	90 000	2.230 euro
	400 001	10.000,01 euro
	800 000	20.000 euro
	550 001	13.650,01 euro
	1 000 000	25.000 euro
3°	60 000	1.480 euro
	800 001	20.000,01 euro
	1 250 000	31.000 euro
	1 000 001	25.000,01 euro
	1 500 000	37.500 euro

HOOFDSTUK III — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen*

Art. 3. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 september 2000 en 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
9°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 2		
§ 2		
eerste lid, 2°	120 000	2.980 euro
	90 000	2.230 euro
	60 000	1.480 euro
tweede lid	80 000	2.000 euro
	40 000	1.000 euro
Artikel 7		
§ 1		
1°	60 000	1.480 euro
2°		
A	90 000	2.230 euro
	400 001	10.000,01 euro
	800 000	20.000 euro
	550 001	13.650,01 euro
	1 000 000	25.000 euro
B	120 000	2.980 euro
	400 000	10.000 euro
	550 000	13.650 euro
§ 6	100 000	2.480 euro
Artikel 9		
§ 1, tweede lid	10 000	250 euro

HOOFDSTUK IV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen*

Art. 4. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de sloping van onverbeterbare woningen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
tweede lid	80 000	1.985 euro

HOOFDSTUK V. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen, waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur*

Art. 5. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen, waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 en van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
7°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 2		
tweede lid 2, 2°	100 000	2.500 euro
Artikel 5		
§ 2, 2°, b	100 000	2.500 euro
Artikel 7		
§ 1	600 000	14.880 euro
§ 4	100 000	2.500 euro
Artikel 8		
§ 2, tweede lid	12 500	310 euro

HOOFDSTUK VI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies wegens verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid*

Art. 6. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies wegens verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 en van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
3°, a	300 000	7.500 euro
3°, b	650 000	16.150 euro
Artikel 3		
§ 1, 3°	300 000	7.500 euro
§ 1, 4°	650 000	16.150 euro
Artikel 5		
§ 1, tweede lid	250 000	6.200 euro
	750 000	18.600 euro

HOOFDSTUK VII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning*

Art. 7. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 en van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
10°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 euro
	1 500 000	37.500 euro
Artikel 7		
§ 1, 1°	100 000	2.480 euro
	1 250 000	31.000 euro
	1 500 000	37.500 euro
§ 1, 2°	200 000	4.960 euro
	800 000	20.000 euro
	1 000 000	25.000 euro

HOOFDSTUK VIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de aankoop van een woning*

Art. 8. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 en van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
9°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 3		
2°	1 250 000	31.000 euro
	1 500 000	37.500 euro
Artikel 6	30 000	745 euro

HOOFDSTUK IX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen*

Art. 9. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 en van 27 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
§ 1, 10° a	400 000	10.000 euro
	75 000	1.860 euro
§ 1, 10° b	550 000	13.650 euro
	75 000	1.860 euro
Artikel 5		
Eerste lid	16 000	400 euro
Tweede lid	4 000	100 euro
Derde lid	4 000	100 euro
Vierde lid	2 500	62 euro
	3 350	83 euro

Art. 10. In artikel 4, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « worden op een heel duizendtal naar boven of naar beneden afgerond, al naar gelang de honderdtallen, de tientallen en de eenheden al dan niet vijfhonderd frank bereiken » vervangen door de woorden « worden op een heel tiental euro naar boven of naar beneden afgerond, al naar gelang het cijfer van de eenheden al dan niet vijf bereikt ».

Artikel 5, zesde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgend lid : « De in artikel 4 bedoelde bedragen worden verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van september 1998 en worden op 1 januari van elk jaar aangepast naar gelang van de index van de maand september van het vorige jaar; de aldus verkregen bedragen worden op een heel tiental cent naar boven of naar beneden afgerond, al naar gelang hun laatste cijfer al dan niet vijf eenheden bereiken. »

HOOFDSTUK X. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald*

Art. 11. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2	25 000	620 euro
-----------	--------	----------

HOOFDSTUK XI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Waals Gewest een tegemoetkoming toegekend wordt aan rechtspersonen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken*

Art. 12. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 waarbij door het Waals Gewest een tegemoetkoming toegekend wordt aan rechtspersonen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	35 000	870 euro
	3 500 000	87.000 euro
	3 000 000	75.000 euro

HOOFDSTUK XII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken*

Art. 13. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	3 500 000	87.000 euro
	3 000 000	75.000 euro
	35 000	870 euro

HOOFDSTUK XIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij het Gewest een tegemoetkoming verleent aan rechtspersonen voor de oprichting van middelgrote woningen*

Art. 14. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij het Gewest een tegemoetkoming verleent aan rechtspersonen voor de oprichting van middelgrote woningen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	4 500 000	112.000 euro
	4 000 000	100.000 euro
	40 000	1.000 euro

Art. 15. In artikel 9, zesde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « op duizend frank » vervangen door de volgende woorden : « op het tiental euro's naar beneden ».

HOOFDSTUK XIV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van middelgrote woningen*

Art. 16. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van middelgrote woningen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	4 500 000	112.000 euro
	4 000 000	100.000 euro
	40 000	1.000 euro

Art. 17. In artikel 9, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « op duizend frank » vervangen door de volgende woorden : « op het tiental euro's naar beneden ».

HOOFDSTUK XV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999*

Art. 18. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	1 600 000	40.000 euro
	1 400 000	35.000 euro
	20 000	500 euro

HOOFDSTUK XVI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van integratiewoningen*

Art. 19. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van integratiewoningen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	1 600 000	40.000 euro
	1 400 000	35.000 euro
	20 000	500 euro

HOOFDSTUK XVII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van transitwoningen*

Art. 20. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van transitwoningen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	1 600 000	40.000 euro
	1 400 000	35.000 euro
	800 000	20.000 euro
	20 000	500 euro

HOOFDSTUK XVIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de oprichting van transitwoningen*

Art. 21. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de oprichting van transitwoningen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 2, eerste lid	1 600 000	40.000 euro
	1 400 000	35.000 euro
	800 000	20.000 euro
	20 000	500 euro

HOOFDSTUK XIX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de adviescomités van huurders en eigenaars*

Art. 22. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de adviescomités van huurders en eigenaars, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 32	10	0,25 euro
	5 000	125 euro

HOOFDSTUK XX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de sociale buurtregieën*

Art. 23. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de sociale buurtregieën, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 7		
§ 1	1 000 000	24.800 euro
	500 000	12.400 euro

HOOFDSTUK XXI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de verhuur van de sociale woningen die beheerd worden door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of door de openbare huisvestingsmaatschappijen*

Art. 24. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 inzake de verhuur van de sociale woningen die beheerd worden door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of door de openbare huisvestingsmaatschappijen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 24		
§ 1, eerste lid	210	5,25 euro
Artikel 27	1 000	25 euro
Bijlage 1	300 000	7.500 euro
	600 000	15.000 euro

Art. 25. In artikel 24, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « naar de tientallen frank » vervangen door de volgende woorden : « naar de tientallen cent naar beneden ».

HOOFDSTUK XXII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij bijzondere voorschriften worden bepaald voor gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden*

Art. 26. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij bijzondere voorschriften worden bepaald voor gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikele 2		
§ 1, eerste lid	11 000	270 euro
	16 500	410 euro
	22 000	550 euro

Art. 27. In artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « naar duizend frank » vervangen door de volgende woorden : « naar de tientallen cent naar beneden ».

HOOFDSTUK XXIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald waaronder de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) hypotheekleningen toestaat*

Art. 28. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald waaronder de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) hypotheekleningen toestaat, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
§ 1, a, 1°	400 000	9.920,00 euro
2°	400 001	9.920,01 euro
	600 000	14.880,00 euro
3°	600 001	14.880,01 euro
	800 000	19.840,00 euro
4°	800 001	19.840,01 euro
	1 025 000	25.420,00 euro
5°	1 025 001	25.420,01 euro
	1 250 000	31.000,00 euro
b, 1°	550 000	13.640,00 euro
2°	550 001	13.640,01 euro
	775 000	19.220,00 euro
3°	775 001	19.220,01 euro
	1 000 000	24.800,00 euro
4°	1 000 001	24.800,01 euro
	1 250 000	31.000,00 euro
5°	1 250 001	31.000,01 euro
	1 500 000	37.200,00 euro
§ 2	75 000	1.860 euro

HOOFDSTUK XXIV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij bijzondere voorschriften worden bepaald voor gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden*

Art. 29. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij bijzondere voorschriften worden bepaald voor gemeenschappelijke woningen en kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijf worden verhuurd of te huur geboden, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5	5 000	125 euro
	1 000	25 euro

HOOFDSTUK XXV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode*

Art. 30. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 9		
zesde lid	8 000	200 euro

HOOFDSTUK XXVI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)*

Art. 31. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 8		
§ 1, a, 1°	625 000	15.500,00 euro
2°	625 001	15.500,01 euro
	825 000	20.460,00 euro
3°	825 001	20.460,01 euro
	1 025 000	25.420,00 euro
4°	1 025 001	25.420,01 euro
	1 275 000	31.620,00 euro
5°	1 275 001	31.620,01 euro
	1 475 000	36.580,00 euro
§ 1, b, 1°	775 000	19.220,00 euro
2°	775 001	19.220,01 euro
	1 000 000	24.800,00 euro
3°	1 000 001	24.800,01 euro
	1 225 000	30.380,00 euro
4°	1 225 001	30.380,01 euro
	1 475 000	36.580,00 euro
5°	1 475 001	36.580,01 euro
	1 725 000	42.780,00 euro

HOOFDSTUK XXVII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting*

Art. 32. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
4°, a	400 000	10.000 euro
	75 000	1.860 euro
4°, b	550 000	13.650 euro
	75 000	1.860 euro

HOOFDSTUK XXVIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bevordering van de projecten van « AVJ »-cellen ten gunste van gehandicapte personen die op een zelfstandige manier in sociale woonwijken wensen te leven*

Art. 33. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 11, § 2	15 000 000	372.000 euro
-----------------	------------	--------------

HOOFDSTUK XXIX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen*

Art. 34. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
3°, tweede lid	75 000	1.860 euro
Artikel 2		
§ 2	60 000	1.500 euro
Artikel 3		
eerste lid, 2°	1 250 000	31.000 euro
	1 500 000	37.500 euro
Artikel 7		
eerste lid	350 000	8.680 euro
tweede lid	350 000	8.680 euro

HOOFDSTUK XXX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting*

Art. 35. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6, eerste lid	250 000	6.200 euro
-----------------------	---------	------------

Slotbepalingen

Art. 36. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 37. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

F. 2002 — 127

[C - 2002/27007]

**13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'introduction de l'euro en ce qui concerne les transports, la mobilité et l'énergie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, alinéa 2, 3°;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 5 à 10;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 janvier 1993 relatif au programme d'investissement et aux subventions d'investissement en matière d'infrastructure de transports publics, notamment les articles 3, 5°, 6, § 2, 11, 12 et 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, notamment l'article 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.339/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;